



Un 1^{er} trimestre 2018 en retrait de l'excellente cuvée 2017

Note de conjoncture régionale – 1^{er} trimestre 2018

Au premier trimestre 2018, l'emploi salarié total se stabilise dans les Hauts-de-France, consolidant la progression observée tout au long de l'année 2017. Dans l'industrie, l'emploi continue de se replier lentement et la conjoncture dans l'intérim se retourne. L'emploi dans les services marchands quoique en hausse ce trimestre progresse plus modérément. Seule la construction rebondit. Au total, le taux de chômage augmente de 0,4 point après la forte baisse observée fin 2017 (-0,8 point). Les autres indicateurs économiques restent toutefois favorables. Le nombre d'entreprises créées continue d'augmenter, tandis que les défaillances reculent. La fréquentation touristique progresse également, portée par une clientèle étrangère plus nombreuse. Dans la construction, la hausse de l'emploi s'intensifie malgré des indicateurs conjoncturels moins bien orientés qu'au niveau national.

Grégoire Borey, Véronique Bruniaux, Kévin Fusillier, Julien Marache

L'emploi se stabilise en début d'année

Au premier trimestre 2018, les Hauts-de-France comptent 2 027 000 salariés tous secteurs confondus, soit un niveau comparable à celui du trimestre précédent. Sur un an, l'emploi total (*avertissement*) dans la région progresse de 0,6 % contre 1,2 % au niveau national.

Dans l'Aisne, l'emploi salarié dans le secteur concurrentiel diminue de 0,6 % ce trimestre. Dans l'Oise, la baisse est moins marquée (-0,1 %). Il continue de progresser dans le Nord, le Pas-de-Calais et la Somme (entre +0,1 % et +0,2 %). Dans le Nord, le secteur concurrentiel limite ce trimestre la création d'emploi salarié ; à l'inverse, il tire à la hausse l'emploi total dans le Pas-de-Calais et la Somme.

Baisse de l'emploi dans l'intérim et l'industrie

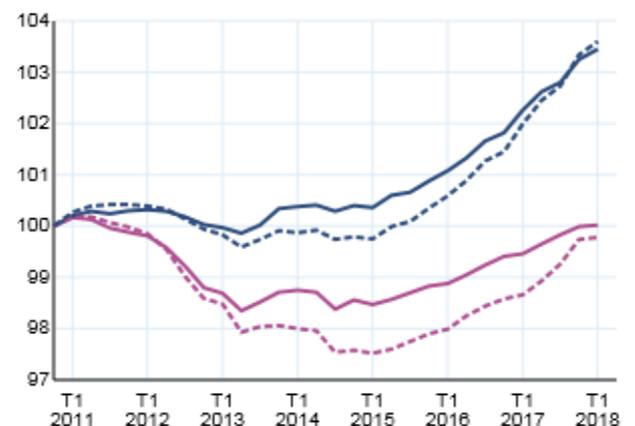
Le nombre d'intérimaires est en baisse de -2,0 % au premier trimestre après avoir progressé tout au long de 2017. Les évolutions sont contrastées dans la région, de -6,7 % pour le Nord, à +7,3 % dans le Pas-de-Calais. L'évolution sur un an reste toutefois positive +9,4 %, mais l'écart avec le niveau national s'accroît (-3 points).

L'emploi dans l'industrie diminue modérément ce trimestre (-0,2 %), alors qu'il reste stable en France. La baisse est plus prononcée dans l'Aisne (-1,0 %). Sur un an, les pertes d'emploi industriel atteignent -0,9 %, en rupture avec la hausse observée au niveau national (+0,2 %).

1 Évolution de l'emploi salarié marchand

- emploi salarié Total - Hauts-de-France
- emploi salarié Total - France hors Mayotte
- emploi salarié Privé - Hauts-de-France
- emploi salarié Privé - France hors Mayotte

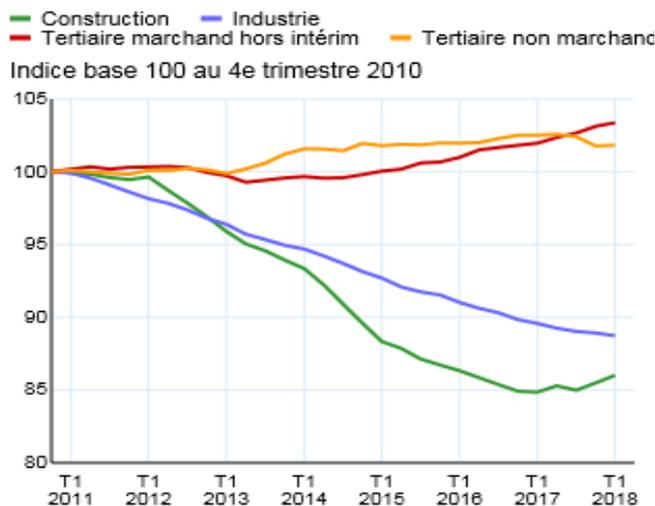
Indice base 100 au 4^e trimestre 2010



Champ : emploi salarié total et emploi salarié privé, régional et France hors Mayotte.
Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.

2 Évolution de l'emploi salarié marchand



Champ : emploi salarié dans les quatre secteurs de l'Industrie, de la construction, du tertiaire marchands hors intérim et du tertiaire non-marchand.

Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.

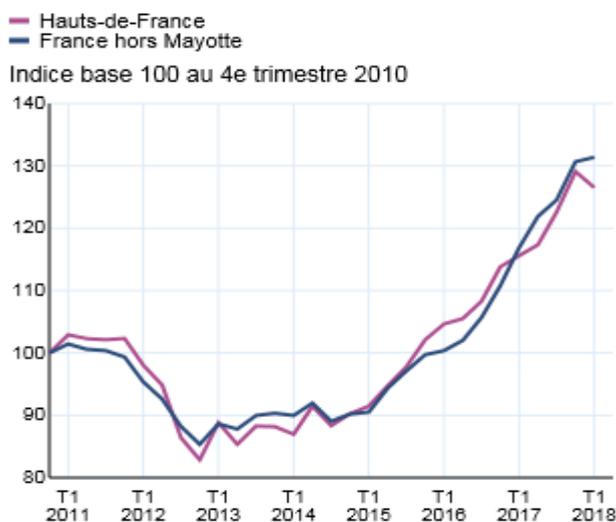
L'emploi dans les services marchands progresse plus modérément

Au premier trimestre, l'évolution de l'emploi salarié dans les services marchands est proche du niveau national, + 0,2 % contre + 0,3 %. Il progresse dans tous les départements de la région excepté l'Oise (- 0,1 %) et l'Aisne (- 0,4 %). Sa progression est limitée ce trimestre par le recul du nombre de salariés dans les secteurs de l'immobilier (- 0,9 %) et des finances-assurances (- 0,5 %).

Rebond de l'emploi dans la construction

Dans la construction, la hausse de l'emploi s'intensifie au 1^{er} trimestre (+ 0,6 %), soit un rythme deux fois supérieur à celui observé au niveau national. L'augmentation de l'emploi est notamment marquée dans le Nord (+ 0,8 %) et l'Oise (+ 0,7 %).

3 Évolution de l'emploi intérimaire



Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.

Baisse de l'emploi public sur un an

Au premier trimestre, 497 000 salariés travaillent dans la fonction publique en Hauts-de-France, soit un niveau comparable à celui observé lors du trimestre précédent.

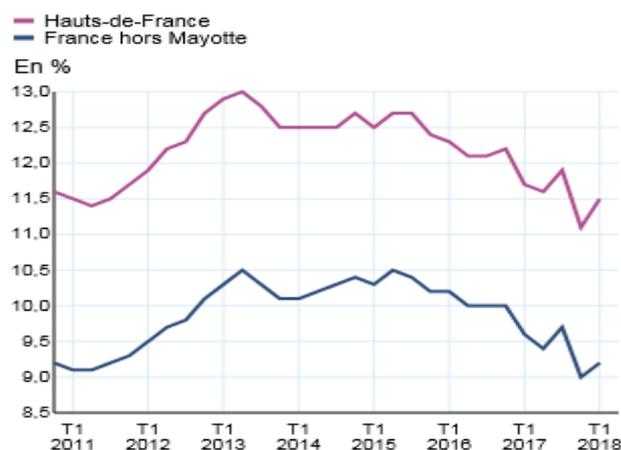
Sur un an, la baisse de l'emploi salarié dans le secteur public est plus marquée dans la région (- 1,2 %) qu'au niveau national (- 0,2 %).

Sur 5 ans, l'emploi public dans la région a augmenté toutefois moins rapidement qu'au niveau national (+ 1,6 % contre + 2,5 %).

Un taux de chômage en hausse

Au premier trimestre 2018, le taux de chômage augmente de 0,4 point contre + 0,2 point au niveau national pour atteindre 11,5 %. Cette hausse intervient après une baisse de 0,8 point au dernier trimestre 2017. Début 2018, 11,5 % de la population active de la région est au chômage, soit 2,3 points de plus qu'au niveau national.

4 Taux de chômage



Note : données trimestrielles CVS. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.

La hausse du taux de chômage concerne tous les départements de la région. Les augmentations les plus importantes concernent le Nord (+ 0,6 point) et le Pas-de-Calais (+ 0,5 point). Le taux de chômage progresse plus modérément dans la Somme (+ 0,2 point) et l'Oise (+ 0,3 point). La hausse est moindre dans l'Aisne (+ 0,1 point), même si ce département reste le plus touché de la région par le chômage (12,7 %).

À l'exception des zones d'emploi de Château-Thierry (- 0,3 point) et de Péronne (- 0,2 point), le taux de chômage progresse partout, parfois même fortement, comme à Valenciennes (+ 1,0 point), Douai (+ 0,9 point), Maubeuge (+ 0,8 point) ou Lens-Hénin (+ 0,7 point).

Le nombre d'inscrits à Pôle emploi augmente

Au cours du premier trimestre 2018, le nombre de personnes inscrites à Pôle emploi (catégorie A, B et C) augmente de 0,7 % pour atteindre 602 530 au premier trimestre. Sur un an, leur nombre progresse de 3,4 %. Au niveau national, leur nombre est stable ce trimestre, mais en hausse de 2,1 % sur un an.

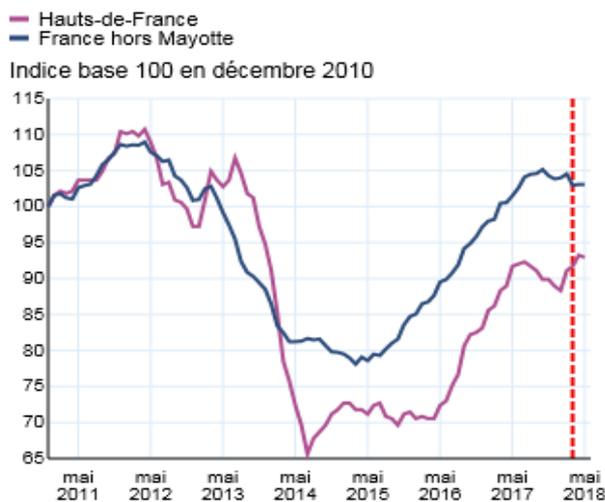
La Somme est le seul département de la région où le nombre de demandeurs d'emploi diminue au premier trimestre (- 0,3 %). L'évolution est quasi stable dans l'Aisne (+ 0,1 %) alors que les hausses sont plus fortes dans le Pas-de-Calais (+ 1,1 %), l'Oise (+ 0,8 %) et le Nord (+ 0,7 %). Sur un an, les augmentations varient entre + 1,7 % dans l'Aisne à + 4,3 % dans le Nord.

Le nombre de demandeurs d'emploi progresse plus rapidement chez les femmes que chez les hommes au premier trimestre (+ 1,1 % contre + 0,2 %) comme sur un an (+ 5,3 % contre + 1,5 %).

Le nombre de demandeurs d'emploi de 50 ans ou plus augmente de 1,2 % en ce début d'année, portant l'évolution sur un an à + 4,5 %. Les moins de 25 ans sont également plus nombreux à rechercher ce trimestre un emploi (+ 0,7 %) après s'être stabilisé en 2017 (- 0,1 %).

Les demandeurs d'emploi de plus d'un an augmentent deux fois plus rapidement qu'au trimestre précédent (2,4 % après 1,2 %). Ainsi, près de la moitié des inscrits (48,5 %) sont des demandeurs d'emploi de longue durée dans la région contre 45,7 % au niveau national.

5 Évolution du nombre de logements autorisés à la construction



Note : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente le cumul des 12 derniers mois.
Source : SoeS, Sit@del2.

6 Évolution du nombre de logements commencés



Note : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente le cumul des 12 derniers mois.
Source : SoeS, Sit@del2.

La construction à la traîne sauf dans le Nord

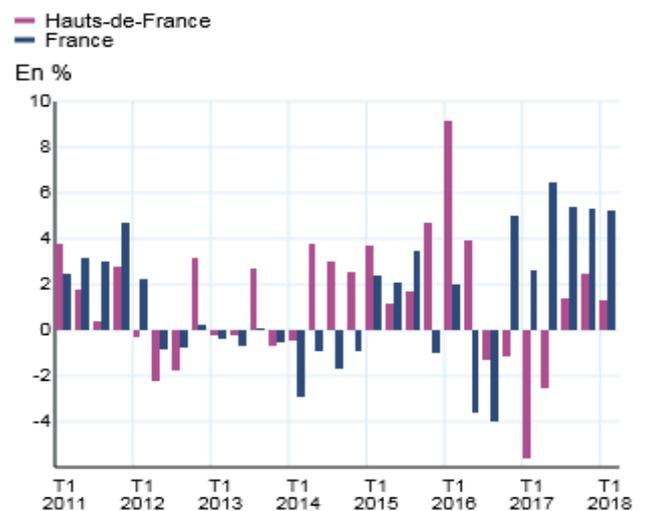
30 200 logements ont été autorisés à la construction dans les Hauts-de-France entre mars 2017 et mars 2018, soit une hausse de 5 % sur un an. Cette progression est supérieure à celle observée au niveau national (+ 3 %).

Sur un an, la progression du nombre de logements autorisés dans la région est portée exclusivement par le département du Nord (+ 16,5 %). Dans les autres départements, le nombre de logements autorisés recule. Il diminue faiblement dans l'Oise (- 3,1 %) et le Pas-de-Calais (- 1,4 %) et plus sensiblement dans l'Aisne (- 20 %) et la Somme (- 15,8 %).

Le nombre de logements commencés progresse dans la région, comme au niveau national. Dans la région, 25 000 logements ont été mis en chantier entre mars 2017 et mars 2018. En France, la progression sur douze mois est de 10 %.

La moindre reprise observée au niveau régional est en grande partie dû au département de l'Oise où le nombre de logements commencés baisse de 33 % sur un an, ce qui représente 1 000 logements commencés en moins par rapport à mars 2017.

7 Évolution de la fréquentation dans les hôtels



Note : données trimestrielles brutes. Évolution du nombre de nuitées du trimestre de l'année n par rapport au trimestre de l'année n-1.
Source : Insee, en partenariat avec les comités régionaux du tourisme (CRT) et la DGE.

Un début d'année portée par la clientèle étrangère

Avec 1,83 million de nuitées enregistrées au cours des trois premiers mois de l'année 2018, la fréquentation des hôtels de la région progresse de + 1,3 % en un an.

Cette hausse résulte d'un rebond de la fréquentation étrangère (+ 19,8 % sur un an). Les nuitées britanniques et belges sont en forte progression (+ 18,5 % et + 7,7 % sur un an) en rupture avec la tendance de l'an dernier où leur nombre avait fortement diminué. Celles de la clientèle germanique et néerlandaise continuent de progresser (+ 21,7 % et + 20,5 %). Cette hausse s'explique en partie par les dates des vacances de printemps dans ces pays qui cette année ont été avancées en mars au lieu d'avril l'an dernier. Les nuitées des résidents français, quant à elles, diminuent de 2,9 %.

Au sein de la région, tous les départements hormis le Pas-de-Calais (- 2,3 %) présentent une progression de la fréquentation hôtelière, comprise entre + 1,5 % et + 4,9 %. Tous affichent le même profil, à savoir baisse de la fréquentation française et dynamisme de la fréquentation étrangère.

Au niveau national, le volume des nuitées est également en hausse (+ 5,2 %), portée également par la clientèle étrangère.

36 000 établissements créés sur un an

Au premier trimestre 2018, la création d'entreprises a accéléré dans la région. Elle progresse de 9,3 % par rapport au même trimestre de l'année précédente. Sur les 12 derniers mois, plus de 36 000 établissements ont été créés dans les Hauts-de-France, chiffre qui n'avait plus été atteint depuis 2010 où a été créé le statut de micro-entrepreneur.

Depuis un an, dans la région comme au niveau national, la création d'entreprise est tirée par la création de micro-entreprises (+ 15,0 %), même si la création hors micro-entreprises reste sur une dynamique positive (+ 6,0 %).

L'ensemble des départements de la région voit la création d'entreprises progresser sur un an. Elle est la plus dynamique dans la Somme (+ 43,0 %).

En corollaire de cette dynamique de création, le nombre de défaillances est en net repli sur un an (- 11,2 %). Depuis 2011, le nombre de défaillances a plus reculé dans la région (- 17,6 %), qu'en France (- 12 %). ■

8 Créations d'entreprises

■ Hauts-de-France hors micro-entr.
■ France entière hors micro-entr.
■ Hauts-de-France y/c micro-entr.
■ France entière y/c micro-entr.

Indice base 100 au 4e trimestre 2010



Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Note : les créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs sont corrigées des jours ouvrables et corrigées des variations saisonnières (CVS-CJO), les créations sous régime de micro-entrepreneur sont brutes. Données trimestrielles.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Avvertissement : Jusqu'à présent, les estimations trimestrielles d'emploi (ETE) publiées au niveau localisé (région et département) portaient seulement sur les salariés du secteur marchand – hors agriculture et activité des particuliers employeurs – en France métropolitaine. À partir de la publication de juin 2018, le champ des ETE localisé est étendu à l'ensemble de l'emploi salarié et aux départements d'outre-mer (hors Mayotte). Par rapport à la situation antérieure, sont donc ajoutés les salariés de la fonction publique, de l'agriculture et de l'ensemble des particuliers employeurs.

De plus, une distinction des emplois « privé » et « public », établie à partir de la catégorie juridique des employeurs, est disponible au niveau régional. Les niveaux de l'emploi « privé » publiés par les Urssaf et par l'Insee diffèrent du fait d'écarts de champ et de concept, et de légères différences peuvent exister sur les taux d'évolution (effets de composition liés aux écarts de niveaux).

Parallèlement, l'introduction de la déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut entraîner des révisions accrues sur les données, en particulier durant la phase de montée en charge de la DSN.

Contexte international : le commerce mondial resterait solide mais ralentirait un peu

Début 2018, le commerce mondial garderait de l'élan mais décélérerait un peu après une franche reprise fin 2017. Les tensions protectionnistes pourraient, par ailleurs, peser sur la vigueur des échanges internationaux.

L'inflation s'élèverait franchement aux États-Unis et un peu moins en zone euro, portée par la diffusion des hausses de prix de l'énergie. D'ici fin 2018, la politique budgétaire expansionniste porterait l'accélération de l'activité aux États-Unis, mais intervenant en haut de cycle, elle contribuerait à la hausse des prix et pourrait présenter un risque sur les taux d'intérêt américains.

Dans les autres économies avancées, l'activité augmenterait un peu moins vite qu'en 2017.

Contexte national : l'activité économique française croîtrait en 2018 à un rythme moins soutenu qu'en 2017

En France, l'activité économique a ralenti début 2018 (+ 0,2 %) après un quatrième trimestre 2017 dynamique (+ 0,7 %). L'investissement des entreprises a calé du fait du repli de l'investissement en biens manufacturés. La consommation des ménages a été atone au premier trimestre, à l'image de sa faible progression en 2017. Enfin, les échanges extérieurs se sont légèrement repliés, la contribution du commerce extérieur à la croissance s'annulant en début d'année, après avoir été nettement positive fin 2017.

Le climat des affaires s'est replié depuis son point haut de la fin 2017 mais reste à un niveau élevé. Le PIB progresserait de 1,7 % en 2018, après 2,3 % en 2017. L'emploi marchand resterait dynamique mais ralentirait en 2018, permettant tout de même une poursuite de la baisse du taux de chômage qui s'établirait à 8,8 % en fin d'année.

Insee Hauts-de-France
130 avenue du Président J.F. Kennedy
CS 70769
59034 Lille Cedex

Directeur de la publication :
Jean-Christophe Fanouillet

Rédacteur en chef :
Sébastien Terra

ISSN : 2492-4377
© Insee 2017

Pour en savoir plus :

« [Le dynamisme de l'emploi se confirme](#) », Insee Conjoncture Hauts-de-France n°11, janvier 2018

« [Le 4e trimestre 2017 au diapason d'une année de reprise solide](#) », Insee Conjoncture Hauts-de-France n°12, avril 2018

« [Bilan économique 2017 – Hauts-de-France](#) », Insee Conjoncture Hauts-de-France n° 13, juin 2018.

« [Ciel voilé en Europe](#) », Note de conjoncture, Insee, juin 2018.

